

Vigilances n°115- Printemps 2016



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Sommaire

[Vous pouvez cliquer directement sur le titre de l'article que vous souhaitez lire](#)

Editorial : Vigilants, exerçons notre pouvoir !	2
Terrorisme.....	3
Que sera l'attitude de Salah Abdeslam ?	3
Les terroristes sont en train de gagner	3
Pourquoi ils ne gagneront pas.....	4
Et si nous nettoiyions nos « incuries » d'Augias ?	4
Service militaire non. Garde nationale oui	5
Voir également sur clubdesvigilants.com	5
Islam - islamisme	6
Comment comprendre – Lecture de Gilles Kepel	6
Tahar ben Jelloun au Club des Vigilants	7
Géopolitique	9
Carton rouge aux Occidentaux indifférents aux massacres des chrétiens d'Orient.....	9
Carton rouge à l'Europe pour ses réponses aux migrants	9
Syrie : la vraie leçon de Poutine aux Occidentaux.....	10
La Russie en Ukraine et en Syrie ou qui manipule qui ?	11
Iran, nouvelles perspectives	12
L'Egypte, le pays qui ne doit pas s'écrouler	14
S'adapter à une croissance faible.....	15
Le revenu de base universel, une solution d'avenir ?	15
Pour des bidonvilles du XXIe siècle.....	17
Développement durable et démographie	18
Revitaliser la démocratie.....	19
Démocratie : les promesses du numérique	19
2017 : pour un choc de recomposition.....	21
Pour l'alternance des mandats	22
L'éthique du libéralisme	23
Jean Tirole croit-il à une possible éthique de la finance ?	23
Les « recommandations » de Tirole.....	24
Cartons verts à des initiatives contre les trop grandes banques.....	24
Jérôme Cazes : le danger d'un krach bancaire reste entier	25
Michel Camdessus et l'éthique du libéralisme : il faut commencer à l'école.....	25
Voir aussi sur clubdesvigilants.com	26

La lettre du



Editorial

Vigilants, exerçons notre pouvoir !

Il y avait beaucoup de sujets possibles pour un édit de Vigilances ! Les Panama papers évidemment. **L'évasion fiscale à un niveau industriel**, c'est-à-dire un marché structuré avec une demande soutenue et de nombreuses expertises pour la satisfaire. Avec ses tours dignes des meilleurs quartiers d'affaires, sans autre cause de richesse connue que sa qualité de place off-shore, la corruption de Panama était visible à l'œil nu. **Le prix, élevé, de la complaisance sera payé aux prochaines élections et référendums**, à commencer par celui qu'a lancé David Cameron sur le Brexit.

On pouvait aussi choisir **la cruauté du travail à la chaîne dans les abattoirs**. La maltraitance animale était un thème cher à Marc Ullmann, créateur du Club des Vigilants ; il y voyait un signe avant-coureur de l'absence d'humanité. Comme à Panama, l'information n'est pas venue de services de l'Etat mais des militants et des lanceurs d'alertes relayés par les journalistes. L'onde de choc est citoyenne. Elle réactive la dialectique du confort et de l'éthique chez les consommateurs que nous sommes: **peut-on jouir sans entrave des produits de la société industrielle ?**

Autre sujet ? Comment vingt individus, connectés les uns aux autres, ont-ils pu commettre deux vagues d'attentats à quatre mois d'intervalles dans deux pays européens limitrophes ? Les milliers de traces numériques qu'ils ont laissées ont été repérées, mais trop peu et trop tard. La cause immédiate de l'échec sécuritaire est simple à formuler : **les Européens n'ont pas mis en commun leur puissance de calcul pour traiter les données issues du renseignement**. La cause profonde est moins flatteuse : l'incapacité à comprendre, ou du moins à tirer les conséquences, du fait que l'information est le cœur de la bataille. La « **guerre de retard** » est, de tout temps, le symptôme de l'incapacité des institutions à **repérer et assimiler le foisonnement créatif** y compris quand il apparaît dans leur périmètre d'autorité. Aux Etats-Unis, les grandes avancées conceptuelles viennent des think tanks que les administrations ont l'intelligence d'écouter; elles sont aussi capables de bouger les lignes et d'utiliser les hackers.

Ces trois affaires isolées sont les symptômes de dysfonctionnements qui en partie se rejoignent : gouvernements nationaux sans vision et coupés des forces vives, affadissement du sens de l'éthique et de l'intérêt général, administrations appauvries par la crise, coopération internationale bridée par les égoïsmes nationaux et les oligarchies, montée des flux criminels grâce à l'accélération de l'information, etc.

Mais voyons la bonne nouvelle : la vitalité de la société civile qui ne renonce pas. **En démocratie les lanceurs d'alertes, les journalistes, les think tanks ou les hackers sont détenteurs d'une partie du pouvoir**, pouvoir de contrôle et pouvoir de proposition. Au moment où le club me fait le grand honneur de le représenter c'est à cela que je pense très fort : **être Vigilants c'est exercer notre pouvoir démocratique !**

Philippe Bois

Terrorisme

Que sera l'attitude de Salah Abdeslam ?

C'est la question que pose **Philippe Tixier** sur le premier terroriste capturé vivant, qui a accepté son extradition vers la France.

« L'Europe, qui a aboli la peine de mort, s'oriente lentement vers un traitement des crimes qui supprime en fait le jugement d'enfermement définitif et ouvre la **possibilité d'un retour à la liberté, à condition qu'on aide le criminel à évoluer et à condition qu'il collabore. Et pourquoi pas, à la fin, un Salah Abdeslam repentant qui explique aux jeunes tentés par la radicalisation qu'ils font erreur ?**

Voir le texte intégral [ici](#)

Les terroristes sont en train de gagner

Souvenons-nous du début de cette vague d'attentat en janvier 2015 commençant par la tuerie de Charlie Hebdo. Souvenons-nous de ce qui se disait des défis ainsi lancés à la société française par les terroristes.

Premier défi. Ne pas tomber dans le piège de l'islamophobie. Même si le fond des cœurs n'est pas très net, même si quelques actes isolés sont à déplorer, la société française a, en gros, évité ce piège.



Deuxième défi. Ne pas tomber dans la surenchère militariste et sécuritaire. Ne pas mettre en cause nos libertés ; ne pas laisser entamer les fondements de notre société. Tout le monde pensait aux Etats-Unis d'après le 11 septembre 2001. Pendant plusieurs mois la France a résisté, même si la loi renseignement constituait une première alerte.

Mais depuis les nouveaux attentats du 13 novembre nous assistons à un ahurissant déferlement sécuritaire. Ce ne sont pas les mesures considérées une par une qui posent problème. Et je ne veux pas rajouter ici à l'absurde débat sur la privation de nationalité de terroristes binationaux, en général morts. Ce qui compte c'est le ton général, l'ambiance créée. La sécurité devient plus importante que les libertés. L'essentiel est que la police agisse sans entrave. Le changement de ton est d'autant plus grave qu'il vient du chef de l'Etat lui-même. L'opinion publique y serait massivement favorable, nous assure-t-on. La responsabilité d'un homme d'Etat et encore plus d'un chef d'Etat est justement de savoir aller contre l'opinion ou tout au moins en tempérer les penchants et l'encourager à lutter contre ses peurs. Quel est aujourd'hui le sens de ces « même pas peur » placardés place de la République ? À quand la restauration de la ligne Maginot ?

Une partie non négligeable de l'action de François Hollande était beaucoup plus défendable qu'on ne le dit jusqu'à ce fatal 13 novembre. Pensons à l'accord de la COP21 avec toutes ses limites. Avoir fait sombrer la France dans une dérive sécuritaire comme n'aurait pas osé en rêver le Front National restera une tâche indélébile sur ce septennat.

Jean-Claude Hazera

Post-scriptum. Après les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles un point revenait régulièrement dans les commentaires des Belges, un point sur lequel ne les interrogeaient d'ailleurs pas les journalistes français : pas question de laisser porter atteinte aux libertés. Verra-t-on en Belgique l'état d'urgence permanent inscrit dans la loi ? J'en doute. J.C.H

Pourquoi ils ne gagneront pas



« Les hommes n'ayant pu guérir la mort, la misère, l'ignorance, ils se sont avisés, pour se rendre heureux, de n'y point penser » écrivait Pascal. L'offensive djihadiste nous oblige à y penser : la mort à Paris, la misère des réfugiés syriens, l'ignorance des terroristes. **Nous sommes tirés de la routine de notre société développée et pacifique.** Nous y pensons et nous réagissons, sur la sécurité notamment, mission primordiale, et parfois irritante, de l'État. Doit-on pour autant concéder une victoire aux terroristes ?

On ne connaît pas leurs buts de guerre de façon précise. On pressent qu'ils veulent du chaos pour prospérer (charia et mafia) mais la France n'est pas la Lybie ou la Syrie, désagrégées par la guerre civile. **La France a un état puissant et un corps social résilient.** La résilience ne vient pas de l'unanimité, aucune société n'est unanime. Elle vient de la capacité à canaliser et gérer pacifiquement les tensions à travers une arborescence d'institutions et d'initiatives. Sommes-nous plus divisés qu'avant les attentats ? Probablement non, mais les attaques irritent les tensions latentes.

Depuis un an, plus que les tensions, ce sont les réactions qui sont frappantes : les mosquées portes ouvertes, la réserve citoyenne, les journaux lycéens, les drapeaux attachés aux fenêtres symbole d'un attachement au creuset républicain, l'affluence au recrutement de l'armée, l'effort pour comprendre le phénomène de radicalisation, la célébration des héros ordinaires, bientôt les événements transfigurés par la littérature, la bande dessinée, le spectacle vivant. A une écrasante majorité, à travers une myriade d'initiatives, les Français ont formulé un message très clair : **le mode de vie pluriel-libéral n'est pas négociable.** Entrer dans un cycle de violence civile ne les intéresse pas. Que l'on soit enthousiaste ou pas, **le respect de l'autre est le socle de la société française et, au-delà, européenne ;** des épisodes de violence isolés ou certains sentiments xénophobes ne changent pas la donne.

Les terroristes nous forcent à ouvrir nos sacs pour entrer dans un musée mais ne les faisons pas plus grands qu'ils ne le sont. Car les commanditaires des attaques – issus de sociétés claniques – font une erreur d'analyse : **dans une société ouverte, les tensions sociales dégénèrent rarement en violence endémique.**

Philippe Bois

Et si nous nettoyions nos « incuries » d'Augias ?

Bernard Bougel pose la question de « **l'accumulation de décisions difficilement compréhensibles, des dysfonctionnements à peine croyables** » mis en relief par les enquêtes publiées à l'occasion du premier anniversaire des attentats de janvier 2015. « Les nécessaires modifications d'organisation, les sanctions contre les fautifs ont-elles eu lieu ? Renforcer la législation, modifier la Constitution, prendre le chemin d'une surenchère sécuritaire, ça oui !

Voir plus haut « Les terroristes sont en train de gagner ». Mais, avant cela, ou même au lieu de cela, n'y a-t-il pas des mesures plus efficaces et moins dangereuses à prendre d'urgence ? »

Voir le texte intégral [ici](#)

Service militaire non. Garde nationale oui



Dans un texte publié récemment sur le site de « La Revue », à laquelle il collabore régulièrement, **notre ami le général Etienne Copel**, revient sur deux idées fréquemment évoquées depuis le début de la vague actuelle d'attentats en France : « Ah, si l'on avait encore le service militaire ! » avec sa variante service civique obligatoire (idée développée par exemple en novembre 2015 par Bernard Bougel [sur le site du Club des Vigilants](#).)

Elles lui semblent irréalistes. En revanche Etienne Copel, qui est président du Collège des experts du Haut comité français pour la défense civile pose la question :

« La défense a-t-elle besoin d'un service civique de défense numériquement significatif ? La réponse est clairement oui.

Actuellement, les militaires ne sont pas assez nombreux pour tenir la posture Vigipirate-attentats pendant plus de quelques semaines. Et pourtant, on ne garde pas tous les lieux qu'il faudrait protéger si les terroristes augmentaient leur pression. (...)

Un service volontaire de défense aux moyens renforcés permettrait d'augmenter assez rapidement le nombre de jeunes Français sous les drapeaux. On ne leur demanderait certes pas de guerroyer outre-mer mais, **avec un entraînement de quelques semaines, ils pourraient garder les points sensibles...** comme le faisaient leurs aînés juste après leurs classes du temps du service militaire obligatoire. **Ce recrutement permettrait surtout en quelques années de recréer une réserve militaire digne de ce nom.**

Relancer un service militaire obligatoire : est-ce souhaitable ? Est-ce réaliste ?

On peut tout à fait comprendre que certains souhaitent un retour de la conscription, tant le besoin d'effectifs militaires nombreux peut se révéler du jour au lendemain vital. Le malheur est que les armées n'ont plus du tout les cadres nécessaires pour former pendant plusieurs mois des centaines et des centaines de milliers de soldats... et de soldates, puisque aujourd'hui personne ne semble envisager que l'on puisse donner des obligations aux hommes sans les imposer aussi aux femmes

Une classe d'âge représente aujourd'hui près de 800 000 jeunes. Comment peut-on envisager de les recruter tous pendant, par exemple, six mois, alors que les effectifs des sous-officiers (d'active et sous contrat) de l'armée de terre sont inférieurs à 37 000, qu'une grande partie d'entre eux sert outre-mer, et que les autres sont fort occupés à former les personnels, entretenir les matériels... Sans parler de Vigipirate !

Les armées françaises ont un besoin vital d'effectifs mobilisables nombreux. Il n'en demeure pas moins que **recréer un service national (civil ou militaire) pour tous les jeunes Français est un mythe**. Un mythe dangereux s'il conduit à repousser la seule solution raisonnable : développer rapidement un service civique de défense de qualité permettant en quelques années de disposer à nouveau d'une réserve de la République ou garde nationale digne de ce nom.

Mieux vaut quelques dizaines de milliers de volontaires de défense correctement encadrés que des centaines de milliers de conscrits impossibles à former. »

Texte intégral [ici](#)

Voir également sur clubdesvigilants.com

... Deux textes de **Philippe Tixier**

L'irrépressible besoin de combattre est dans nos gênes à lire [ici](#)

Extrait : Nous n'avons en France « que » 600 meurtres par an. Si le port d'armes était autorisé en France, nous en aurions dix fois plus, sans doute 6000, la même proportion qu'aux USA où le nombre de meurtres annuel est de 30 000.

Quand l'Etat veut savoir à lire [ici](#)

Après le jugement sur les écoutes de Nicolas Sarkozy par la justice française et le décryptage de l'iPhone des tueurs de San Bernardino par le FBI, réflexions et débat sur les écoutes.

Islam - islamisme

Comment comprendre – Lecture de Gilles Kepel



Comprendre des événements tels que les attaques de 2015 nécessite de recourir à des travaux de qualité universitaire. Les sciences sociales n'énoncent pas des règles universelles de causalité comme le font les sciences dures mais elles permettent d'**augmenter la compréhension**, c'est-à-dire aboutir à une reconstruction qui rend intelligible les choix des acteurs dans des circonstances données. Dans ses *Leçons sur l'histoire* Raymond Aron a défini **l'explication compréhensive d'une conduite humaine** : « elle exige qu'en fonction des circonstances, du système des valeurs, de la psychologie de l'acteur, la décision de celui-ci nous paraisse intelligible ». C'est, de façon remarquable, ce que l'ouvrage de Gilles Kepel et d'Antoine Jardin, ***Terreur dans l'hexagone, genèse du djihad français**** parvient à faire. Saluons au passage l'Institut Montaigne qui soutient les recherches de Kepel depuis plusieurs années et qui montre ainsi la place prise par les think-tanks dans l'intelligence collective.

En deux parties : *l'incubation, l'éruption*, l'ouvrage étudie la décennie qui démarre avec les émeutes urbaines (2005) et qui voit **l'expansion de l'islam intégral et le passage au terrorisme « réticulaire »** en opposition à celui centralisé et pyramidal de la génération Ben Laden. Il met à jour les racines sociales, politiques et religieuses d'un phénomène que l'on comprend imparfaitement si on le réduit à sa dimension sécuritaire. Il montre comment les attentats récents résultent de **l'approche systémique** théorisée, en 2005, dans *l'Appel à la résistance islamique mondiale* du syrien Abu Musab al-Suri et comment la multiplication des injonctions culturelles et des références au djihad légitime le basculement dans la violence.

Une citoyenneté récente, sans offre politique ni représentation adaptées, des bases sociales fragiles ainsi que l'éparpillement du champ religieux musulman ont créé **le terreau de l'islam intégral** qui, sous ses différentes formes (salafisme, frères musulmans, etc.), s'étend dans les populations issues de l'immigration et d'autres populations laissées pour-compte où l'on observe une hausse des conversions ; populations exposées à la marginalisation et à la ségrégation sociale et ethno-raciale sur lesquelles les instances représentatives (élus ou associations confessionnelles telles que l'UOIF) ne parviennent pas à exercer un contrôle social efficace.

L'offensive de l'islam radical va approfondir les facteurs de dissociation liés à la précarité et à la pauvreté. Il revendique **un apartheid culturel avec la culture européenne** qu'il désigne comme mécréante. Il exige une soumission totale à l'islam et son pendant : une rupture complète avec l'environnement non-islamique. L'utilisation des marqueurs identitaires (voiles halal) et la victimisation des musulmans issus de l'immigration postcoloniale sont exacerbées. Le thème de **l'islamophobie** cherche à *radicaliser vers l'horizon du djihad des franges beaucoup plus larges, en les galvanisant par la dénonciation de l'oppression que subirait l'islam en France*. Les provocations (bruler le code civil après la loi interdisant le port du *niqab* en public, les cris de « mort aux juifs » dans les manifestations contre Israël) et les pages Facebook qui se concluent en appel au djihad se multiplient.

En 2012, après seize ans de tranquillité, la violence terroriste fait de nouveau irruption en France avec les crimes atroces de Mohamed Merah. Merah n'est pas le loup solitaire présenté par les autorités pour masquer leur échec à comprendre leur nouvel ennemi; c'est un cas social lourd instrumentalisé par le salafisme radical pour que s'accomplisse le projet d'al-Suri. *La tuerie commise par Mohamed Merah inscrit la France dans un espace du djihadisme universel où s'imbriquent déréliction sociale, passé colonial, désenchantement politique et exacerbation islamique. Brusquement le tabou du meurtre pour une cause politico-religieuse est levé par les injonctions salafistes radicales*

qui redéfinissent les frontières du Bien et du Mal en rendant licite l'assassinat des « mécréants » écrit Kepel. En 2014 la création du califat offre de nouveaux moyens logistiques et une légitimation supplémentaire. En janvier 2015, la France est de nouveau frappée et l'on découvre que la suprématie culturelle de la République n'est pas aussi Charlie qu'on le croit. En novembre, c'est la tuerie sur une grande échelle à Paris.

Face à ces évolutions Kepel décrit **des élites politiques sans prise sur les transformations de la société** et qui peinent à considérer ce qu'il appelle **le refoulé nord-africain de notre histoire**. Les partis traditionnels échouent à montrer aux populations issues de l'émigration postcoloniale de la sympathie pour leurs difficultés quotidiennes et leurs pratiques religieuses. Faute de réflexion approfondie ils peinent à recycler la laïcité dans un projet fédérateur, source d'intégration. Le vote massif des populations issues de l'immigration en faveur de F. Hollande, accentué par la campagne clivante de N. Sarkozy, et leur effort de participation électorale sans précédent se fracassent sur le manque d'intérêt du PS et le mariage pour tous qui alimente le conservatisme, parfois empreint de radicalité, des milieux populaires musulmans.

Terreur dans l'hexagone est un livre passionnant qui permet de **plonger dans la culture, les références, la weltanschauung de cet islam intégral**. En guise de prescription, Kepel invite Pierre Manent qui « *préconise de faire une place légitime à l'islam dans la République comme communauté en soi, afin que les musulmans, sans avoir à trahir l'attachement à leur dogme, deviennent des membres à part entière de la nation française* ». Quelle que soit la direction on pressent qu'il faudra un effort politique de grande ampleur où l'éducation aura un rôle déterminant. Alors, un jour, peut-être, on écrira un 3^e chapitre : l'extinction.

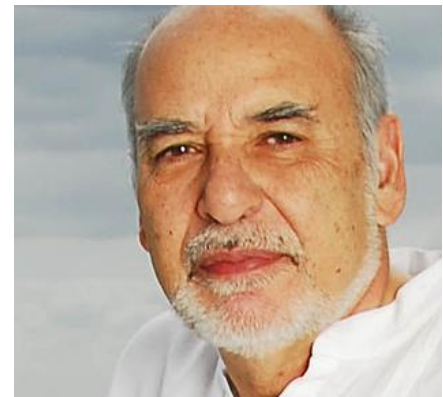
**Editions Gallimard. Disponible sur tablette numérique.*

P. B.

Tahar ben Jelloun au Club des Vigilants

Le Club des Vigilants a reçu Tahar ben Jelloun, romancier, conteur et poète, familier des cultures européenne et arabe, le 2 mars. A l'heure où l'intégrisme réussit une percée spectaculaire et où l'islam modéré peine à se faire entendre l'écrivain nous offre un décryptage de la situation.

Il rappelle que **les djihadistes ne sont pas fous mais sont, au contraire, structurés et très organisés** ; ils sont partie d'un mouvement fondamentalement prosélyte dont Daech est aujourd'hui l'incarnation la plus visible. Les djihadistes veulent répandre l'Islam intégral dans la région et au-delà. Ils ont hiérarchisé leurs ennemis : les juifs, les chrétiens, les chiites et les apostats sunnites.



Le phénomène intégriste prend ses racines au 18^e siècle quand le théologien Mohammed ben Abdelwahhab impose, dans ce qui est aujourd'hui l'Arabie, **une lecture littérale du Coran**. Cette lecture étriquée et sans aucune souplesse fait du Coran un dogme total qui aspire à être partout. Déjà au 7^e siècle les rationalistes, qui considéraient que le Coran était transcrit par les compagnons du prophète et soumis à l'interprétation, s'étaient opposés aux littéralistes pour qui le texte était sacré. La ligne de fracture persiste. **En l'absence de clergé et d'institutions régulatrices les tensions sont difficiles à dépasser. Personne n'a de pouvoir sur le texte ce qui rend la pensée critique et la réforme difficiles sinon impossibles.** Un jeune philosophe égyptien qui avait fait une lecture critique du Coran a dû fuir son pays. Tahar Ben Jelloun, homme de l'écrit, sait ce que la littéralité veut dire. Elle concerne, ou a concerné, l'ensemble des religions monothéistes. Elle structure le discours des prosélytes qu'elle rend facile et attirant en éliminant la complexité.

Dans la recherche de causes **l'Arabie Saoudite apparaît comme le nœud du problème**. Le royaume est le principal responsable de la propagation de l'islam intégral. Il a financé les Talibans et construit 1500 écoles coraniques, qui diffusent une vision figée de l'Islam, en Afrique noire, au Pakistan et dans plusieurs pays arabes. L'Arabie Saoudite a été la première à faire démolir les mausolées représentant des saints et des édifices chiïtes, tradition perpétuée, depuis, par les Djihadistes en Algérie, en Afghanistan, au Mali et, récemment, en Syrie. Les riches Saoudiens ont financé Daech et il est difficile de croire que les autorités n'étaient pas au courant. Les Qataris aussi qui, cyniquement, paient pour se mettre à l'abri. **Le financement de Daech est un scandale dont on ne parle pas assez mais, rappelle Tahar Ben Jelloun, « l'Arabie Saoudite n'a pas d'amis elle n'a que des otages »**. L'immaturité de ses gouvernants actuels, dont l'aventurisme au Yémen est une illustration, ne permet pas d'être optimiste à court terme.

En France les immigrés de la première génération étaient attachés à un islam traditionnel. Le regroupement familial, à partir de 1975, et les générations qui en sont issues ont introduit une nouvelle dynamique. **La grande majorité des jeunes issus de l'immigration est paisible et plutôt intégrée** ; en ce sens, on ne peut pas parler d'un « échec de l'intégration ». **Une minorité est sensible au discours de l'islam identitaire** qui explique qu'il n'y a pas d'avenir pour les jeunes dans la société européenne et que ce n'est pas leur culture. Plusieurs facteurs contribuent à ces ralliements. Tout d'abord **la propagande de Daech est efficace**. Dans les quelques 1000 vidéos qui sont postées chaque mois, beaucoup décrivent la vie quotidienne et heureuse de gens simples qui n'ont pas renoncé à la spiritualité au contraire d'un Occident desséché. Ensuite le conflit israélo-palestinien qui est vécu comme une humiliation et une injustice avec un traitement déséquilibré dans les médias. Enfin, on ne peut pas non plus parler d'une réussite de l'intégration. **La France n'a pas su rassurer ceux qui doutaient de leur identité française**; sur ce sujet, le Front national y est pour beaucoup. Des facteurs de discrimination persistent, mettant de nombreux obstacles sur la route des jeunes issus de l'immigration.

Pour autant, pour Tahar Ben Jelloun, **la laïcité ne doit pas être adaptée**. Les musulmans doivent s'adapter au pays où ils vivent. C'est un combat, la laïcité est inaudible pour ceux qui sont islamisés et, plus généralement, elle est synonyme d'athéisme pour les musulmans. Il faut expliquer, dire que **c'est la liberté de conscience qui est en jeu** et ne pas faire machine arrière. La Turquie (dont la modernité a été fondée sur l'imitation du modèle français) est en voie d'islamisation rapide. La Tunisie a inscrit la liberté de conscience dans sa constitution, c'est à ce jour le seul pays arabe. Au Maroc, les islamistes l'ont empêché mais le roi parvient à garder un certain équilibre et la discussion sur l'application civile du Coran est possible (par exemple sur l'inégalité de l'héritage).

Beaucoup de questions ont porté sur la discrétion des musulmans modérés. Ils sont pourtant les premières victimes de la violence de Daech. Tahar Ben Jelloun reconnaît que leur message n'est pas entendu. Il faut que les médias s'y intéressent, qu'on leur donne plus la parole, notamment aux femmes d'origine magrébine qui vivent en France et qui savent ce qu'elles ont à perdre en matière de liberté. Tahar Ben Jelloun salue aussi le courage de l'écrivain algérien Kemal Daoud pris à partie après avoir soulevé la question du poids de la culture dans les agressions sexuelles de la saint Sylvestre en Allemagne. Oui, **il y a un problème qui est le rapport conflictuel d'une partie des musulmans avec la femme et la sexualité**. Une islamisation rigoriste et hypocrite s'est répandue de façon terrible qui veut « annuler » et « cacher » la femme. Le paradoxe est que de plus en plus de femmes participent à cet enfermement. L'obligation du foulard, dont il rappelle l'origine pratique, n'est pas dans le Coran, encore moins la burqa. **« Tout l'intégrisme religieux tourne autour de la femme »** conclut l'écrivain.

P. B.

Commentaire de Xavier Grosclaude

- 1. L'absence de clergé n'est valable que pour les sunnites...*
- 2. L'islam est aujourd'hui enfermé dans un triptyque (totalitaire, communautaire, arbitraire) qui ne lui offre pour seul avenir qu'un passé idéalisé.*
- 3. Les Tunisiens ont effectivement eu le courage et l'intelligence politique de tourner le dos à cette impasse...*
- 4. La misère sexuelle dans les pays arabes est effectivement un sujet tabou y compris pour les journalistes algériens !*

Géopolitique

Carton rouge aux Occidentaux indifférents aux massacres des chrétiens d'Orient

L'ampleur de **l'attentat de Lahore au Pakistan, le jour de Pâques**, contre des chrétiens d'Orient, qui a fait 72 morts et 340 blessés, dans une indifférence quasi-générale, est inquiétante. Le Service minimum des Etats et des gouvernements a été assuré dans des communiqués automatiques et sans aucun affect.

Il faut pourtant prendre la mesure de ce qui se déroule en ce début de XXI^e siècle contre les chrétiens d'Orient (en Irak notamment). Au milieu du silence assourdissant des politiques, des intellectuels et de la grande majorité des médias, Jean d'Ormesson a lucidement qualifié ces massacres organisés de « génocide » (selon le Petit Robert il s'agit de la « destruction méthodique d'un groupe ethnique »). La France a demandé fin mars, après la signature d'une pétition par des intellectuels (Jean d'Ormesson, Luc Ferry, Elisabeth Badinter, Robert Badinter, Jacques Julliard ou Michel Rocard font partie des signataires, entre autres), la tenue d'une réunion à l'ONU à propos de « l'éradication des chrétiens d'Orient par l'Etat islamique ». C'est louable mais un peu tardif...

La passivité coupable des pays occidentaux risque de s'avérer lourde de conséquences pour l'avenir de l'équilibre du monde. Au-delà des enjeux géopolitiques, l'Europe a un devoir de solidarité vis-à-vis de ces minorités (en l'occurrence chrétiennes), présentes en Orient depuis l'origine, ainsi qu'un devoir moral face à l'Histoire.

À noter que l'Ambassadeur d'Egypte, s'exprimant devant le club (voir plus loin), a évoqué les efforts de son gouvernement pour protéger les coptes et reconstruire les églises détruites en Egypte.

Carton rouge à l'Europe pour ses réponses aux migrants

Carton rouge aux Etats et aux dirigeants européens qui ont été incapables de proposer et de mettre en place une politique commune cohérente, à défaut d'une solution, face aux problèmes des migrations incontrôlées. Déchirés entre Sud et Nord, Est et Ouest, tenants d'un accueil sans limite et tenants d'une citadelle inviolable, les pays européens se retrouvent isolés, chacun dans ses anciennes frontières. Ils se révèlent même incapables ne serait-ce que de travailler sur l'ébauche d'un plan, sans grande vision, il est vrai, de la Commission, au risque de se retrouver 70 ans en arrière, dans la pire période de convulsions intestines de ce continent.

Ecrit juste avant la « solution » consistant à renvoyer les migrants vers la Turquie avant de réadmettre certains réfugiés.

Le groupe long terme

Le Petit Observatoire du Long Terme du Club des Vigilants décerne tous les mois ses cartons rouges et ses cartons verts. Cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent la préoccupation du long terme dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises). Cartons rouges bien sûr aux mauvaises pratiques «court-termistes».

Le groupe se réunit tous les derniers mercredis du mois. Contact : yv.buz@noos.fr

Syrie : la vraie leçon de Poutine aux Occidentaux



Le 15 mars, Poutine a créé la surprise en annonçant le retrait du corps expéditionnaire russe en Syrie, laissant les commentateurs perplexes et divisés. Les sceptiques ont vu une manœuvre pour déstabiliser davantage tandis que les admirateurs louaient la beauté du jeu russe. Depuis la Russie mène le bal diplomatique à Genève et ce weekend elle a pris part à la libération très médiatique de Palmyre. **Doit-on se montrer sceptique ou enthousiaste face cette séquence syrienne de Moscou?**

Ceux qui ont interprété l'intervention en Syrie comme un désir d'affronter l'Occident dans un épisode type « guerre froide » ont manqué d'observer que **Moscou avait énoncé un but de guerre précis**: qu'Assad et les Alaouites ne perdent pas la guerre. C'était la garantie de garder les installations militaires —que l'expédition a permis de renforcer— et une condition pour éviter qu'un effondrement du régime ne provoque une situation encore plus chaotique comme récemment en Lybie. **Poutine n'a pas dit qu'Assad devait gagner la guerre, seulement ne pas la perdre.** Cette attitude indique une vision lucide du rapport de force sur le terrain et la reconnaissance que le règlement se fera avec l'ensemble des parties responsables (hors EI et autres djihadistes) tout en gardant l'allié syrien dans un état de dépendance. Par voie de conséquence, le sauvetage d'Assad signifie que l'option « changement de régime » des Occidentaux a échoué et **Poutine peut maintenant pointer la faiblesse de ceux qui ne se sont pas donné les moyens de leur politique.** A commencer par Obama, dont la décision de l'été 2013 de ne pas réprimer l'utilisation d'armes chimiques par Damas a ruiné la crédibilité.

La leçon ultime de Poutine à Obama semble donc être celle-ci : **des résultats limités sont acceptables.** C'est ce qu'on appelle dans la typologie des relations internationales le réalisme. Dans la pensée stratégique américaine le registre moral est souvent dominant, ce fut le cas récemment avec les néo conservateurs. Une politique moraliste conduit à des buts de guerre vagues (la guerre contre le mal ou contre la terreur) et, conséquence directe, à l'enlisement. En creux, l'intervention courte et le retrait rapide, une fois le but atteint, soulignent 15 années, peu fructueuses, des Etats-Unis en Afghanistan et en Irak. Avec Obama, les Etats-Unis ne sont pas dans une phase moraliste mais le contraste est frappant. **Les Etats-Unis n'ont pas, aujourd'hui, d'autre stratégie que l'utilisation des drones et l'élimination des chefs djihadistes.** Au-delà de la, remarquable, efficacité tactique il y a un vide de pensée et de volonté stratégique que Poutine ne fait que souligner.

La complexité de l'explication du comportement russe se trouve dans la contradiction des intentions. **Poutine veut de la stabilité et de l'agressivité. Il stabilise en Syrie mais continue d'avoir un agenda profondément hostile à l'Occident** qu'il cherche à affaiblir par un travail de sape psychologique et des attaques limitées type Ukraine. L'axe fondamental de sa politique est la révision de l'ordre international issu de l'effondrement de 1991 : le leadership américain est réfuté et la Russie doit s'imposer comme un pôle de puissance, y compris par l'usage de la force. Nous pouvons à la fois reconnaître l'apport des Russes en Syrie et rester lucides sur leurs intentions à long terme.

Philippe Bois

Pour ceux qui souhaiteraient faire connaître ce texte à des amis ne lisant pas le français, il en existe une [version anglaise](#) sur [clubdesvigilants.com](#)

La Russie en Ukraine et en Syrie ou qui manipule qui ?

L'action que mène la Russie en Syrie n'est pas destinée à infliger une leçon quelconque aux occidentaux, mais tout simplement à défendre les intérêts russes dans cette région du monde (...) La différence avec les États-Unis et leurs alliés c'est que **la Russie défend ses intérêts avec beaucoup plus d'efficacité et de pragmatisme (...)** **Poutine a soutenu Bachar al-Assad, non pas pour déstabiliser l'Occident, mais parce qu'il avait compris que cette guerre contre Daech ne pouvait être gagnée sans lui**, à partir du moment où, avec raison, nous ne voulons pas engager nos propres forces terrestres. (...) Et donc nous ne pouvons que nous réjouir que les intérêts de la Russie soient aussi les nôtres dans cette région du monde. (...)

Pour ce qui est de l'Ukraine, il faut tout d'abord replacer **l'agressivité prétendue de la Russie** dans son contexte pour la relativiser et s'apercevoir qu'elle **est dans une large mesure entretenue par les maladresses européennes et la duplicité des États-Unis dans leurs relations avec l'Europe (...)**

Nous avons laissé la Commission européenne mener une politique provocatrice à l'égard de la Russie avec son accord commercial préférentiel mais exclusif de tout partenariat économique entre l'Ukraine et la Russie. (...) Il existe des réalités géographiques, historiques, ethniques comme l'intérêt vital que représente pour les Russes l'accès aux mers Baltique et Noire ou comme le fait établi que l'Ukraine n'est pas une nation, mais une communauté de communautés. (...)

Si les Européens étaient allés voir Poutine pour lui garantir que Sébastopol serait toujours à la flotte russe, que l'OTAN ne s'étendrait jamais à l'Ukraine et qu'on ne toucherait pas au statut du russe, il est vraisemblable qu'il n'aurait pas annexé la Crimée et soutenu la guerre civile dans l'est de l'Ukraine majoritairement russophone. (...)

Mais **si l'Union Européenne a agi maladroitement dans cette crise ukrainienne, les États-Unis l'ont délibérément provoquée** et n'ont de cesse depuis d'entretenir ce foyer de discorde entre l'Europe et la Russie qui, si elles s'alliaient, représenteraient une menace pour leur leadership mondial. (...) Brezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale de Jimmy Carter, le dit très clairement: « Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique ». (...) Peu après la démission du président ukrainien, Viktor Ianukovitch, Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État, se vanta d'avoir dépensé 5 milliards de dollars pour arriver à ce résultat.

(...) **L'influence américaine est déterminante sur la politique menée par le président Porochenko. (...)**

Pour empêcher toute résolution du conflit et tout apaisement entre les Russes et les Européens, les USA sont capables d'une grande duplicité et de manipulation. Lors de son audition devant l'Assemblée nationale le 31 mars 2015, le directeur du renseignement militaire (DRM), le Général Christophe Gomar, a relaté comment, au plus fort de la crise en Ukraine en 2014, les États-Unis ont, au travers de transferts de renseignement au sein de l'OTAN, tenté de faire croire aux Européens que les Russes allaient envahir l'Ukraine de manière imminente. (...)

Il ne s'agit bien entendu pas d'être pro-Poutine ou anti-Poutine. Il s'agit que notre diplomatie soit celle de nos intérêts et non pas des intérêts de quelqu'un d'autre.

Jean-Gilles Sintès

Version intégrale du texte sur clubdesvigilants.com [en cliquant ici](#)

Sur la Russie, voir également :

° L'intervention de **l'ambassadeur de Russie** devant le Club des Vigilants en décembre. [ici](#)

° Le point de vue très critique de **l'historienne Françoise Thom**, reçue par le club en juin 2015 [ici](#)

Iran, nouvelles perspectives

Comme il l'espérait, **le Président Rohani sort clairement renforcé des élections qui se sont déroulées en Iran fin février.** (...) La victoire de Téhéran, où la liste de « l'Espoir », coalition de réformateurs et de modérés, a remporté la totalité des trente sièges en jeu annonce une bascule des équilibres anciens. (...)



Certes, Téhéran n'est pas l'Iran, la province reste encore très pénétrée de traditions et de conservatisme. Mais même en province, beaucoup de villes ont voté en faveur de Rohani. Et celui-ci peut espérer l'appui des élus de communautés excentrées : Arabes, Kurdes, Baloutches, Turkmènes, Azéris de l'Ouest, qui, quelle que soit leur étiquette, restent sensibles aux efforts de reconnaissance de leur identité. Et il y a

surtout au travers du pays beaucoup d'élus au label peu explicite, choisis d'abord sur des enjeux locaux. Ceux-là seront aisément convaincus d'appuyer le gouvernement s'ils ont le sentiment qu'il est le mieux placé pour apporter à leur circonscription développement et prospérité.

Et puis, même parmi les conservateurs, il y a une frange modérée, d'abord à l'écoute de la parole du Guide suprême, et conduite par le président du Parlement sortant, Ali Larijani, d'ailleurs élu à Qom. Ce groupe, sur instruction du Guide, a en particulier permis à Rohani d'obtenir, par un bon verrouillage de procédure, l'appui du Parlement lorsqu'il s'est agi d'approuver l'accord nucléaire de juillet dernier. **Ces conservateurs modérés, en une prise de position déterminante pour l'avenir du gouvernement Rohani, ont ainsi fait le choix de l'ouverture de l'économie grâce à la levée des sanctions, contre le choix alternatif d'une « économie de résistance », pour partie autarcique,** pour partie fondée sur la contrebande, et alimentée de produits chinois, russes, ou indiens, qui n'ont jamais fait rêver la population iranienne. S'ils veulent atteindre la prospérité espérée, ces conservateurs modérés devront forcément soutenir la politique économique du Président Rohani, notamment en ce qui concerne l'accueil des investissements étrangers dans des secteurs fortement dégradés : hydrocarbures, transports, environnement. Ils devront aussi accepter de desserrer, ce qui sera moins simple, l'emprise sur l'économie des conglomérats publics ou semi-publics tenus par les Pasdaran, ou Gardiens de la Révolution, et par les grandes fondations pieuses.

Rohani, au cours de son élection en 2013, a fait **trois ordres de promesses : sortir de la crise nucléaire, qui empêchait tout progrès, relancer l'économie, donner de l'air à la société.** La première est tenue. La deuxième va clairement devenir sa priorité jusqu'à la fin de son mandat présidentiel en 2017 afin de lui permettre sur de premiers résultats, même modestes, de se faire réélire. La troisième devra sans doute attendre qu'il puisse encore renforcer son autorité et sa légitimité au sein d'un régime compliqué, où des bastions cruciaux tels que le Pouvoir judiciaire, le Conseil des gardiens de la Constitution ou la hiérarchie des Pasdaran sont tenus par des conservateurs et des ultraconservateurs.

Des progrès significatifs en matière de libertés publiques ne sont sans doute pas à espérer avant le cours de son deuxième mandat, s'il y parvient jamais. Mais il est vrai aussi que la société iranienne évolue inexorablement, imperméable aux aléas de la politique, pour de plus en

plus nous ressembler. (...) Il est notable que les élections qui viennent de se dérouler et la Présidentielle de 2013, certes une fois éliminés les candidats qui inquiétaient le régime, se sont passées sans incident, sans soupçon de truchage. La République islamique en sort renforcée.

(...)

Et **l'Europe dans tout cela ? Elle a une chance historique de revenir la première dans le jeu**, car les Américains sont encore empêtrés dans de vieilles sanctions toujours en vigueur, concernant la lutte contre le terrorisme et l'appui aux droits de l'homme. Les Iraniens, clairement, nous attendent. **Il nous faut donc soutenir Rohani**, éviter la



répétition de l'erreur des années Khatami, durant lesquelles faute de prendre ce président réformateur au sérieux, nous avons contribué à l'élection d'Ahmadijead. Et garder en même temps à l'esprit qu'il y a des baisers qui tuent, donc ne pas laisser croire qu'en poussant aux réformes, nous cherchons finalement à déstabiliser la République islamique, à entraîner Iran vers une sorte de « révolution de couleur ». Notre soutien, pour être efficace, a tout intérêt à être légitimiste, en faisant comprendre que nous souhaitons voir se rapprocher de nous, à leur rythme propre, toute la société, toutes les institutions iraniennes, sans y introduire de discrimination.

Pour être pris au sérieux, **il est un sujet important sur lequel il va falloir nous investir : la bonne application de l'accord nucléaire**. Car sans la bonne application de cet accord, et la confiance mutuelle qu'elle devrait progressivement susciter, l'Iran en reviendra à se replier lui-même. Nous pourrions alors dire adieu aux possibilités, certes encore ténues, de voir l'Iran jouer un rôle plus coopératif dans la solution des grandes crises qui agitent le Proche et le Moyen-Orient. Il est certain que nous veillerons scrupuleusement à la façon dont l'Iran s'acquittera de ses obligations nucléaires. **Mais il faudra aussi étendre notre rigueur aux Etats-Unis car c'est là, à vrai dire, que résident à court terme les risques les plus sérieux de voir l'accord mis à mal** : par la mauvaise volonté persistante du Congrès, ou par un nouveau président entraîné par ses déclarations électorales. L'Union européenne, partie à cet accord, doit donc se tenir prête à résister à toute tentative de l'administration américaine de ralentir par l'entretien d'un maquis juridique la fluide application de l'accord, et à plus forte raison de le casser. Garante à l'égard de toutes les parties, elle pourrait trouver là un rôle à sa mesure, et capitaliser sur la confiance recueillie pour avancer sur d'autres dossiers. Par exemple, la création d'un climat minimal de détente entre l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite, sans lequel aucune solution durable ne sera trouvée aux problèmes de la région.

François Nicoullaud

Notre ami François Nicoullaud qui était venu s'exprimer devant le Club des Vigilants en novembre dernier (voir [ici](#)) a été ambassadeur de France à Téhéran de 2001 à 2005.

Version intégrale de l'article ci-dessus sur clubdesvigilants.com en cliquant [ici](#)



Pour bien marquer la différence avec la Syrie, l'Irak ou la Lybie l'ambassadeur a insisté sur **l'ancienneté de l'Etat égyptien et du sentiment national égyptien. Ce « n'est pas un Etat tribal ».**

[illegible]

J-C. H.

S'adapter à une croissance faible

Le groupe croissance.

Depuis un an environ, un groupe de travail du Club des Vigilants essaye d'anticiper les conséquences d'un ralentissement durable de la croissance et s'interroge sur les évolutions qu'il faudrait encourager pour s'y adapter le mieux possible. Ce groupe est coordonné par Pascale Carle pascale.carle@gmail.com.

Les premières conclusions du groupe, qui ont déjà été discutées avec certains membres du club au cours d'un déjeuner, donneront lieu à une publication très prochainement.

Les textes qui suivent ne sont pas des publications du groupe, mais trouvent pleinement leur place dans cet univers d'interrogations :

- c'est ce groupe qui a souhaité auditionner un spécialiste du revenu de base ;
- JC Hazera n'aurait pas écrit le texte sur les bidonvilles s'il n'en avait pas déjà discuté dans le cadre de ce groupe ;
- enfin la réflexion d'Yves Buchsenschutz sur le développement durable et la démographie est tout à fait complémentaire des réflexions du groupe.

Le revenu de base universel, une solution d'avenir ?

Oui c'en est peut-être bien une, mais ce dispositif, simple dans son principe, est, comme souvent, compliqué à mettre en œuvre. En tout cas cette grande et vieille utopie est désormais **à prendre au sérieux**. Voilà à peu près ce qu'on serait tenté de répondre à la question posée après avoir entendu, le 12 avril au Club des Vigilants Marc de Basquiat et Wolfgang Michalski.



L'invité est président de l'Association pour l'instauration d'un Revenu d'Existence (revenudexistence.org), elle-même membre du Mouvement Français pour un Revenu de base (revenudebase.info). Ingénieur de formation et de métier, il a fait une thèse d'économie sur les questions de redistribution sociale. Notre ami Wolfgang est administrateur et membre fondateur du Club des Vigilants. Il est surtout économiste et avait étudié la question quand il était directeur du Programme de l'OCDE sur l'Avenir (1990-2005). Il a accepté de se replonger dans le dossier pour les Vigilants.

Rappel de la définition par le mouvement français :

« Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres

revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement ».

Marc de Basquiat, qui cosigne, avec Gaspard Koenig, *LIBER, un revenu de liberté pour tous* (Editions de l'Onde), **met beaucoup l'accent sur l'aspect libérateur** qu'aurait pour les bénéficiaires un tel revenu distribué sans condition, ni contrôle, ni exigence et librement cumulable avec un revenu d'activité pour ceux qui veulent et peuvent travailler. Il l'oppose aux mille questions que doit subir aujourd'hui, sur sa vie conjugale par exemple, un demandeur du RSA.

Wolfgang Michalski souligne à quel point ces principes sont, pour le moment, peu compatibles avec le système de valeur de nos sociétés capitalistes occidentales. L'idée qu'on reçoive quelque chose en échange de rien et sans condition reste assez « inacceptable ».

On ne sait pas, pour le moment, jusqu'à quel point un tel système encouragerait les bénéficiaires à ne pas travailler. **C'est tout l'intérêt des expériences.** Une est en cours à Utrecht, aux Pays-Bas ; une autre en Finlande.

Parmi les bénéfices attendus, Wolfgang insiste beaucoup sur **la simplification et la réduction de la bureaucratie, donc des coûts.** Le revenu de base a en effet vocation à se substituer aux autres aides, à commencer par le RSA.

Du coup il reprocherait presque à Marc de Basquiat de ne pas aller assez loin dans ses propositions.

Marc maintiendrait en effet, à côté du revenu de base, l'APL (Aide personnalisée au logement) et autres aides au logement, les aides aux handicapés, les allocations chômage et ne prévoit pas de toucher aux multiples aides dépendantes que déclenche le fait d'être bénéficiaire du RSA ou d'avoir des revenus inférieurs à certains plafonds.

In fine les deux orateurs sont plutôt d'accord sur le fait que l'important serait de « mettre le pied dans la porte » et d'y aller progressivement, un peu comme pour la CSG. De cette expérience, Michel Rocard a tiré la leçon qu'il ne faut pas bouger plus de 0,5% du PIB dans un premier temps, a-t-il dit à Marc de Basquiat. Celui-ci imagine un processus englobant plus d'un quinquennat.

Les principes sont une chose, les euros une autre. De combien parle-t-on ? Marc de Basquiat propose 470 euros par adulte (le double pour un couple), 1410 pour un couple avec un jeune enfant. Si les adultes ne travaillent pas, une telle famille resterait un peu en dessous du seuil de pauvreté, même en ajoutant l'APL. Wolfgang note que si on essaye d'actualiser les propositions de Thomas Paine (1737-1805) on retombe sur une somme comprise entre 10 et 15000 euros par an, que Milton Friedman parlait de maximum de 1500 dollars/mois pour son impôt négatif et que beaucoup d'expériences évoquées ou en cours tournent autour des mêmes ordres de grandeur.

Comment financer tout cela ? Quel serait l'ordre de grandeur des transferts ? Les simulations de Marc de Basquiat proposent un prélèvement de 25%, non progressif, au premier euro, sur tous les revenus y compris le revenu de base que tous percevraient, même les riches. Reste à financer le reste, assurance maladie, retraites et responsabilités diverses de l'Etat (enseignement, éducation, etc.).

Si le sujet est d'actualité, si les politiques de tous bords s'y intéressent c'est que « le système social existant apparaît de moins en moins adapté au XXIème siècle » et que les risques de disparition massive d'emploi semblent sérieux, dit Wolfgang. Marc de Basquiat évoque également le fait que « les gens ne croient pas au retour au plein emploi ». Ce sont toutes ces raisons qui ont poussé le groupe de travail du Club des Vigilants qui travaille sur les conséquences d'une croissance durablement faible à souhaiter cette rencontre autour de ce sujet.

J-C. H.



Pour en savoir plus :

- la vidéo intégrale des échanges sur Vimeo ;
- les deux sites des associations précitées ainsi que le livre Liber ;
- aux Editions de la découverte, dans la petite collection Repères, *L'Allocation universelle* de Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs ;
- deux grands articles récents qui montrent que le sujet « travaille » : l'un de Julien Damon dans *Les Echos* du 29 mars (lire [ici](#)) et l'autre de Philippe Plassard dans *le Nouvel Economiste* du 29 mars également (lire [ici](#)).

Pour des bidonvilles du XXIe siècle



Le devenir du « camp » de Grande-Synthe mérite toute notre attention. Il ouvre le débat sur ce que pourraient être des bidonvilles/camps du XXIème siècle en France. Un débat que notre pays et ses autorités ne devraient pas refuser.

Rappel des faits. C'est un des nièmes épisodes du drame des migrants de Calais. Grande-Synthe est une commune située entre Dunkerque et Calais. Son maire a autorisé Médecins Sans

Frontières à y construire un «camp» de baraques en bois très rudimentaires offrant notamment **l'eau et des sanitaires à ceux qui viennent y chercher refuge. C'est à dire un répit, une situation bien meilleure que celle dans laquelle ils étaient.**

Lors de son inauguration, le 7 mars, ses promoteurs ont eu soin d'employer à de multiples reprises le mot « normes » qui est devenu en France comme en Europe le sacrement que l'on sait. Mes confrères journalistes ont répété avec application : « **camp aux normes internationales** ». **Rien n'y a fait. L'Etat, représenté par le préfet, a menacé le camp de fermeture et cherché à intimider le maire, au nom des normes et de la sécurité bien évidemment. On ne peut que dénoncer, avec les associations qui cherchent à améliorer un peu le sort des migrants, « le cynisme hors norme de l'Etat »** qui, par ailleurs, ferme les yeux sur conditions de vie réelles de cette population.

Mais le débat va plus loin. **Dans un pays qui a du mal à gérer ses sans-abri - migrants ou non - est-ce qu'il ne faut pas tolérer et inventer ce que pourraient être de nouveaux camps/bidonvilles du XXIème siècle ?** L'hésitation entre les deux termes n'est pas anodine. Le « camp » évoque toujours une forme d'autorité, voire d'enfermement. Un bidonville est un espace plus anarchique donc plus libre.

Il ne nous appartient pas de tracer des plans précis. Mais on voit bien qu'il s'agirait - en gros - de tolérer des regroupements de constructions rudimentaires à proximité des villes en offrant à leurs habitants des conditions d'hygiène et de confort minimales : eau, sanitaires, électricité ? « Tolérer », c'est à dire prendre le risque de ne pas interdire, tenter de canaliser les excès. Exactement ce que l'Etat ne sait pas ou ne sait plus faire.

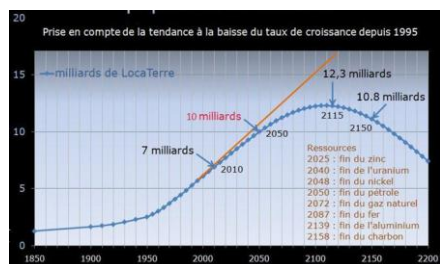
Avant de pousser de hauts cris, pensons à tous ceux qui sont de fait à la rue, menacés d'y être, ou trimballés d'hôtel garni en hôtel garni aux frais d'un Etat en semi faillite. Avant de pousser de hauts cris, considérons que nous parlons d'un pays où la disparition, peut-être durable, de la croissance, exige de s'interroger sur toutes les formes d'adaptation à la réalité du manque de moyens.

Plutôt que de pousser de hauts cris lisons **les urbanistes qui cherchent à comprendre la rationalité des bidonvilles** (passionnant article de Paul Molga sur « le Bidonville, avenir de l'urbanisme » dans Les Echos du 5 janvier 2016). Interrogeons **notre propre histoire, pas si ancienne, celle du grand bidonville de Nanterre, celle des camps de baraques dans lesquels une partie de la population de Brest ou de Lorient a attendu très longtemps la fin de la reconstruction.** Interrogeons aussi l'histoire des autres. Nul mieux sans doute que John Steinbeck dans *Les raisins de la colère* n'a décrit l'Eden que pouvait représenter pour les migrants de la grande dépression un camp avec des sanitaires. Interrogeons notre expérience de l'accueil des « gens du voyage ». **Interrogeons enfin l'expérience des grandes villes du monde où des centaines de millions de personnes vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. Sommes-nous certains qu'elles y soient plus malheureuses que des sans-abri en France ?**

Qu'en pensez-vous ? N'attendons pas que l'Etat progresse sur le sujet. C'est le rôle de la société civile, de ses think tanks, clubs de réflexion et associations d'avancer sur ces sujets hors normes.

Jean-Claude Hazera

Post-scriptum : Aux dernières nouvelles (14 avril) l'Etat s'est décidé à financer le fonctionnement de du « camp » de Grande-Synthe y compris « le gardiennage » et la « sécurité », concepts dont l'interprétation étatique m'inquiète toujours quelques peu.



Développement durable et démographie

S'il y a bien un sujet que la COP21 a soigneusement éludé, c'est celui de la démographie. Et pourtant, le problème que nous essayons de résoudre, dans la COP21 et tout ce qui l'entoure est fondamentalement celui de la consommation de planète, devenue de facto une nouvelle frontière pour l'humanité. Mesurée principalement pour le moment par l'émission de CO₂, cette frontière s'impose pour toutes les consommations non renouvelables ou rares. Or, chacun conçoit facilement que **la consommation globale de planète, peut se décomposer en « consommation moyenne par individu habitant la planète multipliée par le nombre d'individus qui l'habitent ».**

Concernant la consommation par individu, on nous rebat les oreilles, avec une certaine raison, de la consommation « frugale ». Certes, mais les mêmes personnes qui nous en parlent considèrent que les populations des pays en développement ont un gros rattrapage à effectuer et que, de plus, une large fraction de la population des pays développés est dans la même situation. Sournement, on avance qu'une large redistribution résoudra le problème : je rappelle que la fortune de Madame Bettencourt, top riche du système français, divisée par le nombre de Français représente 500 € par personne, et ceci une seule fois, sans compter la part de l'Etat ! (...)

Mais ma vraie question n'est pas là : elle concerne le deuxième facteur de la multiplication, à savoir le volume de population consommateur de planète. A date, il semblerait que la population mondiale continue à augmenter de 200 000 individus par jour. Or chaque individu supplémentaire est un consommateur-pollueur potentiel de planète. Nous sommes passés de 1,2 milliards de terriens en 1850, au moment de la révolution industrielle, à 3 milliards en 1960 et 7 milliards en 2011.

La démographie est certes un phénomène difficile à piloter, mais peut-être pas plus que l'économie. La Chine l'a tenté et cela a donné des résultats – que l'on peut discuter certes mais cela a certainement largement participé au décollage de ce pays. À contrario le renoncement à l'enfant unique décidé récemment devrait avoir pour conséquence une croissance supplémentaire de près de 80 millions d'habitants, soit en gros l'Allemagne ou la France demain ! Donc l'équivalent à terme de leur part de consommation de planète !

Pourquoi s'interdire d'agir sur le paramètre population, qui semble être un sujet tabou ?

La courbe de prévision d'évolution démographique mondiale appelle au moins deux commentaires : tout d'abord elle est assez comparable à celle du CO₂ ; ensuite elle annonce à terme une diminution - non prouvée - vers 2150, laquelle devrait logiquement entraîner dans son sillage une décroissance « naturelle » de la consommation de planète. Au demeurant, le bon sens indique qu'une population à peu près stable serait souhaitable, voire nécessaire, à un système pérenne.

Encore faudrait-il pouvoir faire confiance aux prévisions officielles des démographes qui promettent toujours « l'atterrissage démographique » pour demain Or elles sont régulièrement dépassées à la hausse. La dernière projection de l'ONU porte la prévision 2100 à 11,21 milliards de personnes; on constate donc une dérive très nette qui finira bien par donner raison à Malthus.

Évolution des prévisions de l'ONU (scénario moyen, en milliards d'habitants)

Prévision ONU	Population en 2050	Population en 2100
Révision 1998	9,1	9,5
Révision 2011	9,3	10,1
Révision 2013	9,55	10,85
Révision 2015	9,72	11,21

L'instauration d'un simple droit généralisé à consommer de la planète, sous forme **d'une taxe basée sur le nombre d'habitants, existants ou à venir**, modulée ou non en fonction de l'intensité de consommation de la population concernée, pourrait être un premier frein à l'augmentation inconsidérée du nombre de consommateurs et alimenter un fonds mondial pour encourager les pays les moins riches à consommer « durable ».

Yves Buchsenschutz

Revitaliser la démocratie

Le groupe démocratie



Le Club des Vigilants a lancé un groupe de travail sur l'avenir de la démocratie, sujet dominant des échanges lors du séminaire annuel de l'automne dernier.

Beaucoup de travaux et d'initiatives foisonnent déjà, à l'approche des présidentielles de 2017, s'appuyant notamment sur internet, mais pas seulement. Les « Nuits debout » sont aussi une manifestation de ce bouillonnement.

Marc Bosvieux (marc.bosvieux@gmail.com) est le coordonnateur de ces travaux.

Lignes directrices :

- s'intéresser aux initiatives concrètes qui contribuent à faire vivre notre démocratie plus qu'à ceux qui nous proposent de commencer par changer la Constitution ;
- ne pas chercher à produire de grand rapport mais plutôt à regarder ce qui mérite d'être valorisé ou enrichi.

Démocratie : les promesses du numérique

Oui les citoyens peuvent reprendre du pouvoir, de la « puissance », grâce au numérique, grâce à internet et à toutes les possibilités de coopération qu'il offre. C'est le message optimiste qu'on a envie de garder de la rencontre avec Pascale Luciani-Boyer (photo pages suivante) organisée le 9 février par le Club des Vigilants, grâce à notre ami Jean-François Soupizet.

Madame Luciani-Boyer est – entre autres- élue locale à Saint-Maur-des-Fossés depuis plusieurs mandats, vice-présidente de Génération Citoyens (le mouvement de Jean-Marie Cavada) et elle a une expérience professionnelle de conseil dans le domaine de la mutation numérique. Elle a publié (chez Berger-Levrault) un livre intitulé *L'élue face au numérique - De la puissance publique à la puissance citoyenne, un défi majeur des territoires*.

Les citoyens peuvent s'emparer du pouvoir tous seuls. Madame Luciani-Boyer prend comme exemple une initiative de l'association Regards citoyens (voir [ici](#)). Celle-ci avait constaté que les déclarations d'intérêts désormais exigées des parlementaires étaient peu accessibles et manipulables, publiées sous forme de scans de déclarations manuscrites faites à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique. Elle a lancé une initiative de numérisation des documents par les citoyens. En dix jours l'affaire a été bouclée grâce à l'aide de 8000 citoyens.

Les pétitions sont un autre exemple de construction de « pouvoir citoyen » grâce à internet.

Les élus au pouvoir peuvent aussi proposer aux citoyens de co-construire certaines décisions. La loi pour une République numérique récemment adoptée en première lecture à l'Assemblée en est un bel exemple puisque la ministre, Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au numérique, l'a soumise pendant un an à un processus de co-construction qui a donné lieu à 4000 contributions, quatre d'entre elles ayant donné lieu à des amendements retenus dans la loi d'après Madame Luciani-Boyer. On peut retrouver tout cela sur un site très intéressant <https://www.republique-numerique.fr>

Sur le plan local Pascale Luciani-Boyer a évoqué l'expérience Oppidum menée à Saint-Maur-des-Fossés pour optimiser l'introduction du numérique dans les écoles. Elle a fait participer aux débats 1500 personnes dans toutes les écoles, enseignants et parents notamment. Résultat : des solutions qui ne sont pas forcément les mêmes dans toutes les écoles mais qui en général coûtent moins cher que ce qui avait été anticipé. Une condition de réussite de cette co-construction : une phase minimale d'information/formation sur les outils et les enjeux en début de concertation.

On peut aussi citer les expériences de participation des citoyens à certains choix budgétaires à Paris et Limoges.



Ces expériences ne sont pas sans risque pour les élus. Pascale Luciani-Boyer évoque ainsi une expérience de référendum sur les rythmes scolaires qui a failli mal finir pour un maire. Celui-ci a fait deux erreurs à son avis. Il n'a pas suffisamment nourri ses concitoyens d'information sur le sujet et il a pris position avant le référendum.

Plus généralement les élus peuvent avoir peur que cette montée en puissance des citoyens numériques leur fasse perdre leur rôle et leur pouvoir. Notre invitée ne partage pas cette crainte. La fonction de l' élu va évoluer. Il devient celui qui encadre les débats, celui qui fédère, qui catalyse, qui met en relation. Son rôle est aussi de définir et de rappeler l'existence des objectifs ou des contraintes à long terme alors que les citoyens peuvent être plus court-termistes. « En France les élus parlent trop de moyens et pas assez de vision ».

À côté de ces perspectives positives, le développement du numérique comporte aussi **quelques menaces pour la démocratie** dont il faut avoir conscience. Notre invitée évoque l'usage que les politiques peuvent faire des big data pour les campagnes électorales. Encore plus et encore plus finement que par le passé on peut dire à l'électeur ce qu'il a envie d'entendre, ce qui lui fait plaisir et qu'on a pu analyser grâce aux data. Gare à la démagogie numérique, en somme.

J-C. H.

Plusieurs commentaires sur l'intervention de Madame Luciani-Boyer publiés sur clubdesvigilants.com

Marc Bosvieux : En France les élus parlent trop de moyens et pas assez de vision.

Le numérique va ré-enchanter le monde en remettant les échanges au cœur de la dynamique

Le digital ne remplace mais complète pour nous permettre de revenir aux fondamentaux.

Bernard Bougel : Pascale Luciani-Boyer a également pointé du doigt le «retard à l'allumage» des politiques qui voient encore trop le numérique au pire comme un sujet d'infrastructure, au mieux comme un moyen de communiquer « branché » (on voit ainsi certains politiques « twitter » comme des fous), beaucoup moins comme un levier pour « muscler » la démocratie.

Anne Beaufumé rappelle que Pascale Luciani-Boyer a traité les politiques de « fracturés du numérique »...

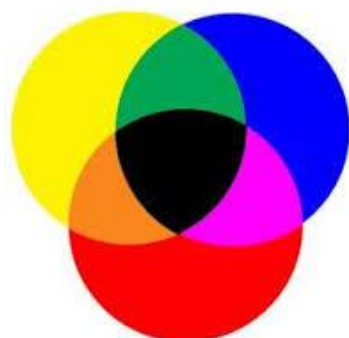
Henri-Paul Soulodre pose des questions :

1/ L'espace du Numérique est-il ou pas une nouvelle agora comme au temps des anciens Grecs ?

2/ Le mode de communication directe rendu possible par le Numérique avec nos responsables, élus pour exercer le pouvoir de leadership de nos démocraties, laissera-t-il encore de la place pour le système actuel de gouvernants représentatifs élus ?

3/ Ne risque-t-il pas, au travers d'un moyen de démocratie directe nouveau et attirant, s'il est incontrôlé, de laisser la place libre aux purs démagogues faisant ainsi le lit des pires extrémismes ?

2017 : pour un choc de recomposition



Le constat est banal : il y a aujourd'hui en France une **absence de concordance entre l'offre politique et les facteurs de polarisation**. Toute société démocratique s'organise autour de pôles où s'agrègent valeurs, mémoire, programmes, marqueurs identitaires, styles, etc. En termes politiques l'enjeu est que les représentants les rendent lisibles pour les représentés.

Côté offre traditionnelle demeurent un parti socialiste constitué en 1970 avant que ne s'impose, dans les faits, à l'échelle mondiale, le libéralisme et sa cohorte de transformations et Les Républicains, avatar de la machine électorale de 2007 dont l'inanité programmatique est un caractère dominant. **Le gonflement des partis qui se disent « hors système » indique l'insatisfaction des représentés.** Souvent « attrape-tout » —avec un programme économique très à gauche et une sécurité nationaliste de droite le FN en est un bon exemple— ils perturbent mais leur capacité à créer de nouvelles synthèses est faible. **La stratégie du clivage tente de recomposer** en retraçant des frontières idéologiques droite-gauche bien marquées, **mais elle fonctionne mal**. Sarkozy pourrait en faire la double expérience. Probablement pas pour des raisons idéologiques, car les électeurs sont peu idéologues, mais parce que le corps social ne tend pas spontanément à la dissociation. Quant au phénomène des primaires il peut être vu comme **une manifestation de la difficulté croissante des partis à structurer l'offre politique**, responsabilité qu'ils reportent sur les électeurs. Les Américains en font l'expérience : les primaires 2016 donnent une traduction politique aux profonds courants qui agitent la société ; à ce stade, contre l'establishment des partis.

Si la situation est aujourd'hui préoccupante en France, c'est parce qu'à **l'inadéquation de l'offre politique s'ajoutent d'importants facteurs de dislocation sociale** (crise, faiblesse de l'intégration des populations issues de l'immigration) et la **non-réponse au besoin de renouvellement des élites politiques**. Concernant ces dernières, trois puissants ressorts de transformation de la société peinent à faire souche : immigration, globalisation, digitalisation. Les élites issues de ces transformations existent mais elles sont ailleurs et **il y a une fantastique production d'intelligence qui n'est pas captée et assimilée par les partis ni, in fine, les gouvernants**.

Résultat : **un système de défiance** où l'on exerce plus volontiers sa fonction tribunitienne que sa force de proposition. **Le président est sans majorité dans l'opinion (le cas n'est pas rare) et, plus préoccupant, sans majorité politique** ; situation qui n'est tenable qu'étant donné la proximité de l'élection présidentielle qui y mettra un terme. Or, si l'on est certain qu'un candidat sera élu en 2017, on est moins certain que, sans recomposition, le prochain président ne sera pas confronté au même phénomène d'étroitesse/ disparition de la majorité constituée pour l'élection et à sa conséquence : la difficulté à réformer.

La présidentielle doit être l'occasion d'un choc de recomposition. La majorité en faveur des réformes existe dans l'opinion, un nouveau système de partis doit lui donner, durablement, une traduction politique.

Philippe Bois

Dans un texte suivant que l'on peut lire [ici](#), à propos des résistances contre la loi travail, Philippe précise la nature de ce choc de recomposition : « Pour être clair, le choc de recomposition signifie que le PS tranche le nœud gordien par une candidature inédite en 2017 ; c'est une des conditions pour stabiliser une offre politique réformatrice plus forte politiquement que les conservateurs qui la menacent constamment. »



Pour l'alternance des mandats

Le cumul des mandats n'en finit pas d'alimenter les débats. Plus grave, il est devenu un thème démagogique, et les journalistes prennent plaisir à relever les contradictions entre les déclarations et les actes de nos politiques. Mais n'est-ce pas **un faux débat, ou un mauvais débat ?**

Ce qui choque l'opinion, c'est que les revenus de mandats multiples s'additionnent, alors que les temps consacrés à chaque mandat sont forcément moins importants que le temps normalement consacré à chaque mandat s'il est unique. Or dans de nombreux cas, **la combinaison de plusieurs mandats a son utilité**, et les décideurs comme les électeurs approuvent souvent cette combinaison. Dans le monde des entreprises, le cumul de deux emplois n'est pas interdit, mais soumis à l'approbation de chaque employeur. Les temps partiels sont devenus fréquents, ils permettent justement plusieurs activités en alternance.

Le foisonnement récent de mandats généré par la **décentralisation** et la multiplication d'organes de décision et contrôle augmente probablement le malaise, car il augmente bien évidemment le coût pour la collectivité. **La solution semble donc être de restreindre le cumul des revenus, mais pas le cumul des mandats.**

Pour en sortir par le haut, il faut peut-être changer la sémantique. Il n'y a pas « cumul » des mandats, mais « alternance » des mandats, aucun n'étant plus un mandat à plein temps. Et il ne doit pas y avoir « cumul » des revenus, mais réduction de l'addition des revenus, par abattement de chaque revenu en cas d'alternance des mandats, selon des règles légales qui seraient à établir. La numérisation systématique des revenus pourrait faciliter grandement la mise en place d'une telle réforme, qui débarrasserait ainsi le monde politique d'un débat assez stérile.

Philippe Tixier

Commentaire de Jean-Claude Hazera sur clubdesvigilants.com :

Je ne suis pas trop d'accord. Le cumul des rémunérations n'est pas la principale raison pour laquelle le cumul des mandats est considéré comme un problème. Il y en a plein d'autres : manque de disponibilité pour le mandat principal, accaparement des mandats au détriment des « nouvelles têtes », capacité excessive à pomper des subventions à tous les niveaux... Enfin pour les élus des petites villes il n'y a pas lieu de s'inquiéter du cumul des rémunérations mais plutôt de la rémunération insuffisante pour des mandats très prenants en fait...ce qui pousse au cumul des mandats pour totaliser une rémunération acceptable.

L'éthique du libéralisme

Le projet

Bernard Esambert, président d'honneur du Club des Vigilants, a lancé une ambitieuse entreprise de refondation d'une éthique du libéralisme, dont la nécessité semble assez évidente: montée des inégalités et de la cupidité, comportements discutables des dirigeants qui aboutissent à des endettements et des spéculations irresponsables, etc.

Le Club des Vigilants soutient cette entreprise.

Bernard a organisé depuis l'automne 2015 un cycle de conférences très intéressantes sur le sujet, conférences auxquelles assistent plusieurs membres du club. On peut en retrouver le texte et les vidéos avec un peu de décalage sur [le blog de la Fondation éthique et économie](#).

L'ambition ultime de Bernard est de réunir un grand symposium qui adoptera une **Charte universelle des règles éthiques du libéralisme**.

Jérôme Cazes, qui a été également Président du Club des Vigilants après Bernard, suit de très près de son côté toutes ces questions d'éthique, dans le domaine financier en particulier. Il est président du comité de transparence et d'indépendance de **Finance Watch**.

Le club recevra d'ailleurs **Christophe Nijdam, secrétaire général de Finance Watch, le lundi 13 juin pour parler des conséquences possibles de la prochaine crise financière**.

Jean Tirole croit-il à une possible éthique de la finance ?

Le dernier économiste français à avoir reçu ce qu'on appelle le « **Nobel d'économie** » s'exprimait le 11 janvier à l'Institut dans le cadre du cycle **Ethique et Economie organisé par Bernard Esambert**.



Jean Tirole défend fermement le marché, mais régulé et accompagné de mécanismes de redistribution. Oui le marché dilue beaucoup de liens sociaux, mais ce n'est pas forcément mauvais, car ces liens peuvent aussi brider l'individu. Oui le marché dilue aussi la responsabilité, mais bien d'autres systèmes font de même.

Jean Tirole défend aussi les économistes et souligne leur capacité à s'intéresser depuis l'origine aux insuffisances et défaillances du marché. Par exemple pour mettre en évidence des cas où un paiement, censé augmenter l'offre, la réduit (le paiement du don du sang dévalorise la 'beauté' du geste de donner gratuitement son sang) ; ou nous choque (achat d'organe) parce qu'il révèle des inégalités que nous voudrions oublier.

Il défend la finance, en considérant que les politiques sont à l'origine de la dernière crise financière avec leur souci d'ouvrir la propriété immobilière à des gens insolvable. Et que le reste est surtout le résultat de mauvais choix techniques (comme de permettre des marchés de gré à gré non transparents là où il faudrait des marchés officiels régulés) ou de mauvais choix de régulation (comme d'autoriser les transactions ultra rapides).

Jean Tirole rappelle la dichotomie de Kant, opposant ce qui a un prix (et donc des équivalents) et ce qui a une dignité (et est donc sans équivalent). Il est clairement plus à l'aise avec ce qui a un prix. Il reconnaît l'importance de la dignité, mais cherche à lui associer un prix pour la réintégrer dans le schéma de l'homo economicus. **Il est clairement agacé par ce qui lui paraît irrationnel et nous dit que notre indignation est un guide médiocre de nos décisions**. Réfléchissons à nos tabous

et à leur coût, surtout aux tabous présentés comme moraux et qui violent en fait d'autres exigences morales : par exemple le refus d'optimiser des choix thérapeutiques qui augmentent in fine le nombre de morts, quand on affirme que la vie n'a pas de prix. Il est choqué aussi par le Smic français trop élevé qui évince les moins formés du marché du travail. Comprenons les conséquences indirectes de nos choix et voyons si cela ne nous amène pas à les modifier.

Il reconnaît la légitimité de la redistribution, car le marché n'a aucune raison d'amener à la répartition souhaitée ; et suggère un critère, celui de l'enrichissement 'injuste', non lié à une création de richesse par l'agent. Mais il souligne que la détermination de ce caractère (juste ou injuste) est subjective et dépend de la collectivité, avec une Europe qui considère majoritairement que la pauvreté est un problème collectif et les Etats-Unis qui y voient majoritairement un problème individuel. Et ces choix collectifs deviennent endogènes : dans une collectivité qui considère que la pauvreté est la faute du pauvre, le pauvre a intérêt à penser la même chose pour se motiver et s'en tirer.

Au total, Jean Tirole dans sa réflexion est probablement plus du côté de la finance que du côté de l'éthique.

Jérôme Cazes

Les « recommandations » de Tirole

Que faire pour rendre les marchés plus sûrs et moins immoraux ? **Si l'on suit Tirole il vaut mieux réguler que compter sur l'honnêteté des agents économiques et l'effet des codes d'éthique.** D'après sa conférence et ses réponses aux questions posées on peut pointer trois domaines d'action en particulier :

1- Contrôler et réduire le « shadow banking ». Pour réguler il faut de l'information rappelle Tirole. Il se dit franchement inquiet du développement de ces activités bancaires non régulées. **Les problèmes apparaissent toujours là où il n'y a pas de régulation.**

2- Contrôler les agences de notation, afin qu'elles retrouvent leur vocation initiale. Pour lui, c'est simple. Avant la crise de 2008 elles ont fait « n'importe quoi ».

3- Continuer à développer le pouvoir judiciaire en la matière. Tirole ne se fait aucune illusion sur la nature humaine. « Il ne faut pas trop compter sur l'honnêteté. Les brebis galeuses iront toujours dans les failles ». Comment les en dissuader ? La « peur de la prison » est un facteur important. Mais il ne faut pas aller jusqu'au point où elle dissuaderait certains d'accepter des fonctions de dirigeants.

Jean-Pierre Nessi

Cartons verts à des initiatives contre les trop grandes banques

Alors qu'une nouvelle crise de confiance vient de frapper les grandes banques, ravivant la crainte d'une crise majeure type 2008 (*texte écrit début mars*), cartons verts à deux initiatives :



- Celle du nouveau **responsable de la Banque Fédérale de Minneapolis** (l'une des 12 banques régionales constituant la Banque Centrale américaine). Noël Kashkari parle d'un « risque de catastrophe nucléaire ». Il **réclame le fractionnement des grandes banques américaines** et la création d'une taxe sur les transactions financières.

- Celle des citoyens Suisses qui viennent d'obtenir les **100.000 signatures pour demander une votation qui enlèverait aux banques le pouvoir de créer de la monnaie** et ferait garantir directement par la Banque Centrale suisse l'argent que chacun dépose sur son compte courant.

Groupe Long terme du Club des Vigilants

Jérôme Cazes : le danger d'un krach bancaire reste entier

La finance de marché est largement aussi hypertrophiée qu'en 2008 ; l'endettement est considérable; malgré toutes les nouvelles régulations **les grosses banques peuvent toujours sauter quand le système se grippera. Et ce jour là on fera à nouveau appel aux contribuables et déposants** que nous sommes tous. Résumées en peu de mots voici quelques une des idées développées par Jérôme en compagnie de Philippe Béchade, président des Econoclastes, dans un entretien vidéo que l'on peut voir sur Thinkerview, la chaine YouTube de Bertrand Calinou.

On n'a pas séparé comme promis les activités de marché des activités bancaires classiques, notamment dans la loi française, explique Jérôme. Du coup **les pouvoirs publics ne peuvent pas laisser tomber les banques en cas de pépin. Le chantage fonctionne toujours.** D'autant qu'on a laissé se constituer des banques toujours plus grosses. La logique du « too big to fail » reste entière. Celle du « too big to jail » - expression citée par Philippe Béchade - fait qu'on impose des amendes considérables aux banques sans jamais **condamner leurs dirigeants. C'est pourtant, estiment les deux orateurs, la seule manière de casser le système et de faire changer les comportements.** En attendant, les banques centrales, qui n'ont aucune marge de manœuvre réelle, continuent à injecter massivement des liquidités et à alimenter un endettement vertigineux.

Voir *Schizophrénie financière, casse du siècle ou injure sur l'avenir ?* sur thinkerview.com

Voir également les critiques très sévères de Jérôme sur la nouvelle réglementation prudentielle qui s'applique aux assureurs (dite Solvabilité 2) dans le [Cercle des Echos](#)

Michel Camdessus et l'éthique du libéralisme : il faut commencer à l'école



L'ancien gouverneur de la Banque de France puis directeur général du FMI était l'orateur du cycle de conférences sur l'éthique du libéralisme, le 7 mars. Il a commencé par une **introduction étonnamment optimiste**. Il a balayé le « fantasme de la décroissance » annonçant le maintien d'une économie de liberté, une population mondiale « limitée » à 9,7 milliards d'humains en 2050...

Evoquant les « **chances** » pour l'humanité, il a énoncé une succession de points positifs qui avaient un peu l'allure de vœux pieux, toujours à horizon 2050 : formidables avancées réalisées grâce au développement durable, progrès technologiques, urbanisation (la ville mère des civilisations), aspiration

à la démocratie des classes moyennes...

Sa liste de « **risques** » semblait plus réaliste : rythmes de progrès cahotants, écarts exorbitants entre riches et pauvres, flux migratoires très importants provenant de causes différentes (climat, économie, guerres...), concurrence effrénée pour l'accès aux ressources naturelles...

Pour éviter que les chances ne soient balayées par les risques, un retour à l'éthique lui semble indispensable. Les **grandes lignes d'un futur code** doivent être, pour lui, **la justice** (par opposition aux inégalités), **la solidarité universelle** (l'homme est altérité ou il n'est pas) et **la responsabilité commune** pour respecter le bien public global.

Plus que d'autres orateurs de ce cycle, Michel Camdessus, marqué par son expérience des grandes négociations internationales, insiste sur **l'importance de la gouvernance mondiale**. Première urgence : revenir à une approche multilatérale.

À l'échelle des individus, c'est une réforme morale qu'il prône, réforme que seule l'éducation peut imposer. L'ancien responsable de la régulation financière constate que les règles et les menaces ne suffisent pas. Les montants considérables de sanctions financières imposées aux établissements financiers depuis la crise de 2008 le prouvent. **La cupidité est devenue politiquement correcte.**

Il faut donc généraliser des initiatives comme celle du doyen de Stanford qui impose un **enseignement de l'éthique** dès la première année de toutes les disciplines.

Jean-Pierre Nessi

Voir aussi sur clubdesvigilants.com

Les syndrome de Georges Marchais

Yves Buchsenschutz

Pendant toute sa carrière politique l'ancien secrétaire général du Parti Communiste Français a pu dire tous les ans que la situation des Français se détériorait. « Alors même que Le PIB français par habitant qui tournait aux environs de 4500 dollars avant-guerre, est passé d'après l'OCDE de 3 819 entre 1946, conséquence de la guerre, à 19 955 en 1995 ! Pour simplifier, le niveau de vie moyen des Français a été multiplié par cinq en cinquante ans », écrit Yves en introduction à une grande réflexion sur notre propension à ne pas vouloir regarder les faits, notamment en matière d'économie.

[lire ici](#)

Crise de l'agriculture : il faut tenter d'en sortir par le haut

Par Bernard Bougel

Réflexions après les grandes manifestations d'agriculteurs. Le monde agricole s'est laissé séduire par le « loto de l'agrobusiness ». L'avenir des agriculteurs français n'est pas dans le low cost mais plutôt dans la qualité, le bio, les circuits courts. Sortir « par le haut » signifie : innover, raisonner en termes de rupture. [lire ici](#)

Les Français vont-ils sortir du nombrilisme

Par Philippe Tixier

Coup de gueule contre les manifestations d'agriculteurs et les premières réactions contre la réforme du code du travail. « Quand donc nos agriculteurs se poseront ils la question : mais pourquoi les produits agricoles danois, allemands, hollandais sont-ils moins chers que les nôtres ? Y-a-t-il dans ce pays des gens animés du principe de réalisme qui regardent les faits, qui ont le courage de reconnaître la réalité et de modifier leur action? » [lire ici](#)

Le devoir de combattre

Philippe Bois

Analyse après « l'affaire » de l'émission où la ministre de l'Education Nationale n'a pas répondu à « un salafiste qui ne se dissimulait pas et qui la provoquait ». Ce qui est compliqué c'est « la basse intensité », par opposition à l'usage des armes. C'est le combat pour les principes, combat dans lequel les politiques ont un rôle fondamental à jouer. [lire ici](#)